



Menaces sur les Indiens isolés

Nouveaux suicides en Guyane

Deux nouveaux suicides viennent de frapper les Amérindiens de Guyane : le 14 mars un Wayana de 28 ans s'est donné la mort dans le village d'Antecume Pata, sur le Haut Maroni, et le 20 mars, un Apalai du même village dont le fils de 18 ans s'était suicidé en janvier dernier. Brigitte Wyngaarde, militante amérindienne du village de Balaté avait dénoncé ici-même, dans notre précédente livraison, l'inquiétante vague de suicides qui touche cruellement depuis quelques années les Amérindiens de ce département français d'outre-mer. L'ampleur du phénomène avait déjà été mesurée par une enquête menée sur le haut Maroni qui avait recensé 24 suicides entre 1980 et 2006, dont 48% concernaient des jeunes de 16 à 25 ans et 22% des enfants de 10 à 15 ans (en métropole, les suicides sont rarissimes chez les enfants de moins de 15 ans et le taux de suicide y est 10 à 20 fois moins élevé que chez les Amérindiens).

Comment expliquer cette vague de suicides? Selon Alain Mindjouk, président de l'association Prévention santé à Iracoubo, le malaise qui règne dans les villages amérindiens, dû au manque d'infrastructures, peut conduire à l'alcoolisme, à la violence, à un sentiment d'échec, à une perte d'identité et finalement aboutir au suicide. Frank Appolinaire, amérindien kaliña chargé de communication à la mairie d'Awala Yalimapo, dénonce pour sa part la fragilité croissante des passerelles intergénérationnelles, les autorités coutumières âgées étant dépassées par les attentes et les préoccupations de la jeunesse. Brigitte Wyngaarde, enfin, réagissant à ce nouveau 'drame qui se joue en pays indien' estime qu'il 'est la réplique d'un vieux problème de l'histoire du monde. C'est la rencontre d'une société forte et dominante et d'une société affaiblie et dominée... [une] rencontre irrésistible et profondément inégale qui produit tant de désordre et de violence.'

En apprenant cette tragédie, Françoise, notre correspondante en Guyane, nous fait part de son indignation : « C'était un monsieur que je connaissais, un Apalai sans papier à qui on refusait le droit d'exister officiellement dans notre beau pays de France, il a donc cessé d'exister pour de vrai ».

Comme nous l'avons dit à maintes reprises, seule la ratification de la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail, en fournissant le cadre juridique et éthique nécessaire à la prise en compte des droits et des besoins spécifiques des communautés amérindiennes de Guyane, pourra permettre aux pouvoirs publics de prendre la réelle mesure du problème et les décisions qui s'imposent.

au sommaire

- 3** Nouveaux suicides en Guyane
- 4** Echos des campagnes
- 6** Magugueka, un village indien de Colombie menacé par le développement Clélie Parriche
- 8** Halte aux barrages destructeurs
- 10** Action urgente Menaces sur les Indiens isolés du Pérou
- 12** Livres et revues reçus

Échos des campagnes

BRÉSIL

Menace sur les Indiens awá

Un rapport accablant de la Funai, le département des affaires indiennes du gouvernement brésilien, révèle que, durant l'année 2009, le territoire des Indiens nomades awá a été bien plus affecté par la déforestation que tout autre territoire indigène d'Amazonie. Une centaine d'Awá sont restés isolés du monde extérieur, mais leur dernier refuge est en train d'être détruit. Les autorités n'ont pris aucune mesure pour expulser les bûcherons et les colons qui envahissent massivement leur territoire. Ces Indiens, qui sont l'un des deux derniers groupes de chasseurs-cueilleurs nomades du Brésil, dépendent exclusivement de leur forêt pour survivre. Nombre d'entre eux ont péri au cours de violents massacres perpétrés par les fermiers et les bûcherons. Tout contact avec le monde extérieur peut avoir des effets dévastateurs sur eux en raison de leur faible immunité face aux maladies allogènes.

Culpabilité partiellement établie pour les assassins d'un leader guarani

Trois hommes jugés fin février pour l'assassinat du leader guarani Marcos Veron ont été acquittés d'homicide, mais reconnus coupables d'enlèvement, de torture et d'association de malfaiteurs en relation avec sa mort. Ils ont également été acquittés de tentative d'homicide sur six autres Indiens qui étaient avec Veron lorsqu'il a été tué. Survival a soutenu les Guarani qui assistaient au procès à São Paulo. L'organisation a également appelé le président Barack Obama à soutenir, lors de son séjour au Brésil mi mars, les Indiens guarani dont la vie est menacée par l'industrie croissante de canne à sucre cultivée en toute illégalité sur leur territoire ancestral.

PÉROU

Centenaire de la parution d'un rapport sur le scandale du caoutchouc en Amazonie

Selon le rapport du diplomate irlandais, Sir

Roger Casement, publié il y a 100 ans le 17 mars, des dizaines de milliers d'Indiens furent réduits à l'esclavage, torturés, séquestrés, tués durant les quelques décennies que dura l'exploitation forcée du caoutchouc amazonien. Casement avait été envoyé par le gouvernement britannique pour enquêter sur les crimes commis par la compagnie de caoutchouc Peruvian Amazon Company basée à Londres. Il dénonça 'les crimes commis par les employés de la compagnie [qui] relevaient de la plus grande atrocité, incluant de constantes flagellations, des actes de torture et des meurtres'. Un siècle de mesures en faveur des droits de l'homme et de programmes de plus en plus élaborés destinés à sauver la forêt n'a presque rien changé. Et rien ne changera tant que les Indiens et leurs terres ne seront pas placés au centre du débat. Ils ont prouvé à maintes reprises qu'ils étaient les meilleurs gardiens de leur propre terre.

ÉQUATEUR

Chevron reconnue coupable

Dans une décision de justice historique rendue début mars, la compagnie pétrolière nord-américaine Chevron a été frappée d'une amende de 8,6 milliards de dollars pour avoir pollué une vaste zone de l'Amazonie équatorienne. Chevron a été accusée d'avoir déversé 18,5 milliards de gallons de déchets toxiques dans les cours d'eau et les rivières amazoniennes, détruisant l'environnement et polluant les eaux. Selon les juges, des milliers d'Indiens ont été affectés par des niveaux élevés de toxicité dans le sol et l'eau et les taux de cancer ont augmenté de façon significative.

ARGENTINE

Malnutrition mortelle

Un bébé wichí de dix-huit mois est le plus jeune des six enfants indiens morts de malnutrition début février dans la province de Salta, au nord de l'Argentine. Selon le quotidien argentin *La Voz*, des dizaines d'enfants

sont actuellement traités pour déshydratation ou malnutrition dans la région. Les Wichí sont les habitants indigènes du bassin du rio Pilcomayo dans le nord de l'Argentine. Leurs terres, autrefois fertiles, ont été progressivement spoliées par les éleveurs de bétail, les agriculteurs et les colons les réduisant à la pauvreté après les avoir dépossédés de la plus grande partie de leur territoire.

ALASKA

Un site minier controversé

Le projet d'une gigantesque mine à ciel ouvert dans la baie de Bristol au sud-ouest de l'Alaska devait être reconsidéré en février par l'Agence nord-américaine de protection de l'environnement suite à l'opposition massive des peuples indigènes de la région. La compagnie canadienne Northern Dynasty et la compagnie Anglo American basée à Londres ont le projet ambitieux d'exploiter les grands gisements de cuivre, d'or et de métaux de molybdène de la région. Les peuples indigènes locaux craignent que la mine, qui déchargera jusqu'à 10 milliards de tonnes de déchets dans le cours supérieur des rivières, ne détruise l'environnement et le stock de saumons dont ils dépendent depuis des milliers d'années.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Première mission des Nations-Unies

A l'invitation du gouvernement français, James Anaya, Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones, a effectué, du 6 au 13 février 2011, une mission en Nouvelle-Calédonie afin d'examiner la situation du peuple autochtone kanak de Nouvelle-Calédonie à la lumière des normes internationales en vigueur'. L'assemblée générale des Nations-Unies avait inscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser en 1986.

MALAISIE

Un pas en faveur des terres penan

Un tribunal malaisien a jugé fin février que les

Penan pouvaient poursuivre leur gouvernement et une compagnie d'exploitation forestière pour violation de propriété. L'avocat penan Baru Bian a qualifié cette décision d'"historique" car elle invalide la 'prescription' qui a souvent empêché les peuples indigènes du Sarawak (partie malaisienne de l'île de Bornéo) d'utiliser le système judiciaire pour lutter contre la destruction de leurs terres par les compagnies d'exploitation forestière et les entreprises d'huile de palme.

INDE

Assimilation forcée

Fin janvier, la Cour suprême indienne rendait un jugement inattendu reconnaissant les peuples indigènes de l'Inde comme 'les premiers habitants' de la nation et condamnant 'l'injustice historique' dont ils ont été victimes. Les juges ont félicité les peuples indigènes d'Inde pour avoir su préserver leurs coutumes malgré l'oppression et les nombreuses atrocités qu'ils ont subies de la part des autres communautés. Cependant, quelques jours plus tard, le ministre indien des Affaires indigènes, Kantilal Bhuria, annonçait qu'il encourageait 'l'intégration des communautés tribales d'Inde à la société dominante' - une politique qui s'est déjà avérée désastreuse dans de nombreux endroits du monde. Survival mène campagne pour la reconnaissance des droits des Adivasi, particulièrement leurs droits fonciers et leur droit de choisir leur propre mode de vie et leur propre avenir.

Vedanta ne renonce pas

La compagnie minière Vedanta a contesté une décision ministérielle lui interdisant d'exploiter la montagne sacrée des Dongria Kondh en Inde orientale. La haute Cour d'Orissa a instruit l'affaire le 2 février dernier. Les Dongria Kondh avaient remporté une victoire historique contre Vedanta l'été dernier, le projet de mine à ciel ouvert sur leur montagne sacrée ayant été gelé. Depuis cette victoire, Vedanta Aluminium (filiale de Vedanta

Resources) et Orissa Mining Corporation ont présenté une requête de contestation de la décision du ministère ainsi que d'une autre décision restreignant l'expansion d'une raffinerie d'aluminium contrôlée par Vedanta. La Cour suprême indienne s'apprête à donner une seconde chance au scandaleux projet minier de Vedanta Resources au mépris de l'avis des experts indépendants avertissant qu'il 'détruirait' la tribu des Dongria Kondh vivant dans la région. Le gouvernement d'Orissa qui a toujours été en faveur du projet minier de Vedanta appelle la Cour Suprême à réexaminer sa décision, via la compagnie étatique Orissa Mining Corporation (OMC) qui avait précédemment signé un accord avec Vedanta pour construire cette mine controversée.

INDONÉSIE

Peines dérisoires pour les soldats indonésiens

Les trois soldats indonésiens qui ont été filmés en train de torturer deux villageois papous en mai dernier ont été condamnés en janvier à des peines de huit à dix mois de prison. Les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé les sentences modérées qui ont été prononcées par la cour martiale comme étant la preuve que l'armée indonésienne n'est pas prête à améliorer son bilan en matière des droits de l'homme. Malgré les preuves irréfutables apportées par cette vidéo, les soldats ont seulement été reconnus coupables d'avoir désobéi aux ordres.

BANGLADESH

La violence continue

Un an après les violentes attaques menées à l'encontre des Jumma par des colons et des soldats dans les Chittagong Hill Tracts qui avaient fait deux morts et 25 blessés parmi les Jumma et 450 maisons incendiées, la violence continue dans la région. Les Jumma, dont les maisons ont été détruites, vivent aujourd'hui dans des abris provisoires, en

dépôt du fait que le gouvernement avait promis de les reloger et de leur offrir des compensations. En 1997, le gouvernement avait signé un Accord de paix avec les Jumma, selon lequel il s'engageait à retirer les campements militaires de la région et à mettre fin à la spoliation des terres jumma par les colons et les soldats. Cet accord nourrissait l'espoir des Jumma, mais les campements militaires sont toujours dans les Hill Tracts et la violence et la spoliation des terres n'ont pas cessé.

PHILIPPINES

Assassinat d'un militant palawan

Gerry Ortega, militant anti-mines, a été abattu par balles fin janvier sur l'île de Palawan, aux Philippines. Gerry Ortega avait fermement dénoncé l'exploitation minière et la corruption du gouvernement liée à l'industrie. Aujourd'hui, les Palawan des basses terres se heurtent à une nouvelle menace soulevée par l'expansion des plantations de palmiers à huile. Survival a appelé le gouverneur de Palawan à interdire l'exploitation minière et forestière sur la terre des Palawan sans leur consentement.

KENYA

Manifestation contre un méga-barrage en Ethiopie

Les Kenyans ont manifesté mi-février contre la construction, en Ethiopie, d'un méga-barrage hydroélectrique qui risque d'anéantir des centaines de milliers de vies dans les deux pays. Menés par l'organisation kenyane Friends of Lake Turkana (FoLT), les manifestants se sont rendus fin février à l'ambassade de Chine au Kenya pour demander aux banques et aux compagnies chinoises de ne pas financer le barrage de Gibe 3 sur la rivière Omo. Survival s'est associée à FoLT, Campagne pour la réforme de la Banque mondiale, International Rivers et Counter Balance Coalition pour lancer une pétition demandant le gel du barrage : www.stopgibe3.org (voir aussi page 11).

Magugueka un village indien de Colombie menacé par le développement

A travers la construction de « villages culturels », le gouvernement colombien entend fournir aux communautés indigènes de la Sierra Nevada de Santa Marta, au nord-est de la Colombie, les principaux services publics et soutenir leur stratégie de récupération territoriale. Dixième et dernier village indigène construit par le gouvernement colombien dans le cadre de cette politique de récupération « sociale » de la région, Magugueka n'a toujours pas été inauguré. L'objectif social et culturel de ce programme se trouve neutralisé, dans certaines zones du massif, par les intérêts économiques des grands propriétaires terriens et des autorités locales.



La construction du village de Magugueka, corregimiento de Rio Seco, municipalité de Valledupar, novembre 2010 © Damian Maestre Villazon

* Etudiante en master recherche (sciences politiques) à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine-Paris3-Sorbonne.

1. Le premier volet a consisté en une vaste opération de contrôle militaire qui a abouti à la démobilisation des groupes d'autodéfense et au démantèlement des mafias et des groupes insurgés dans la région. Fort de ce succès militaire et désireux de parvenir à une récupération « totale » du territoire, l'Etat colombien a ensuite entrepris une politique de récupération dite « sociale », destinée à améliorer les conditions de vie des habitants de la région.

2. D'où le nom de « pueblos talenqueras » initialement donné aux villages.

3. Ces deux ethnies sont dotées d'une certaine « aura » internationale, et constituent des acteurs politiques de poids dans la région. Les Wiwa, quant à eux, étaient d'abord réfractaires au programme, mais ils ont fini par solliciter la construction d'un village.

Depuis 2007, les quatre communautés indigènes de la Sierra Nevada de Santa Marta (SNSM), au nord-est de la Colombie, ont vu croître l'espoir de récupérer un jour la totalité de leur territoire ancestral. Le programme de la « Ceinture environnementale et traditionnelle pour la Sierra Nevada de Santa Marta » (Cordón Ambiental y Tradicional para la Sierra Nevada de Santa Marta), lancé par l'ancien président Alvaro Uribe Vélez, a en effet généré des espérances nouvelles quant à la prise en compte de leurs revendications territoriales. Envisagé comme une étape dans le processus de consolidation et d'extension des réserves indigènes existantes, ce programme a consisté en la création d'une dizaine de villages, au pied du massif de la Sierra Nevada, dans les bassins des principaux fleuves qui le parcourent. Parfois éloignés des grands centres urbains de la région, très souvent voisins des bourgs situés en périphérie des capitales des départements ou des municipalités ayant juridiction dans la SNSM, ces villages dits « culturels » (*pueblos culturales*) ont accueilli de nombreuses familles indiennes qui s'étaient réfugiées sur les hauteurs de la montagne, au moment de la recrudescence du conflit armé dans les années 1990.

La récupération territoriale de la Sierra Nevada de Santa Marta

Volet social d'une vaste politique de récupération territoriale¹, l'objectif du programme était double. Dans un premier temps, il visait à freiner la colonisation de la Sierra par les groupes armés illégaux, en assurant la présence militaire de l'Etat dans les bassins des grands fleuves, qui constituent des voix stratégiques de colonisation. La ceinture formée par les villages construits au pied de la Sierra devait constituer une sorte de « talenquère² » le long de laquelle l'armée colombienne

pourrait circuler afin d'éloigner les éventuels hors-la-loi qui voudraient réinvestir la zone. Dans un second temps, il s'agissait de concentrer et d'irradier l'action sociale de l'Etat dans une zone où la présence étatique avait été jusque-là très fragile, voire inexistante. Construits selon les traditions indigènes des quatre ethnies locales, les villages « talenquères » ont donc tous été dotés d'infrastructures occidentales destinées à fournir les principaux services publics de l'Etat en matière de santé, d'éducation et d'alimentation.

Porté auprès du gouvernement par l'ethnie arhuaco à l'origine de l'initiative, ce programme n'a pas bénéficié de la même manière aux quatre ethnies. L'ethnie kankuamo est celle qui a été le moins « favorisée » : elle a obtenu la construction d'un seul village, Magugueka, dans la municipalité de Valledupar, sur la face sud-est de la SNSM, dans le département du Cesar. Si le facteur politique semble expliquer, dans un premier temps, le succès des communautés arhuaco et kogi³ au cours des négociations avec le gouvernement, un autre facteur, d'ordre économique, éclaire la faiblesse de la position kankuamo.

Tout comme les autres projets, la construction du village de Magugueka (« le lieu pour éduquer » en kankuamo) devait venir soutenir la stratégie de récupération culturelle de l'ethnie kankuamo, la reconnaissance progressive de son territoire ancestral devant être le gage de la survie et du renforcement de sa communauté. Mais, à la différence des autres constructions, celle-ci a été réalisée sur une zone devenue stratégique pour le développement économique du département du Cesar.

Une alternative aux affrontements armés dans la région

Ces dernières années, les manœuvres spéculatives des grands propriétaires terriens ont en effet pris le relais des affrontements armés qui, au cours des deux



Indiens arhuaco, massif de la Sierra Nevada de Santa Marta © Fabio Ramon Arias Perez/Confederacion indigena tayrona

dernières décennies, avaient fait du territoire kankuamo l'épicentre du conflit dans la région. Plusieurs projets participent actuellement à la valorisation spéculative du territoire traditionnel des Kankuamo : le projet de barrage sur le fleuve Guatapurí d'abord, destiné à alimenter en eau la municipalité de Valledupar et certaines municipalités voisines ; la construction d'une route de conteneurs ensuite, pour relier le Venezuela voisin, sur une voie stratégique qui constitue l'unique sortie vers la mer Caraïbe à l'est du massif ; le projet d'aéroport, enfin, dans le nord du département. Outre ces trois projets, les propriétaires semblent aussi compter sur le développement touristique de la région. Depuis la démobilisation des groupes armés, les autorités locales multiplient en effet les initiatives destinées à promouvoir la découverte touristique du patrimoine culturel et écologique de la SNSM.

Aussi, la communauté kankuamo doit-elle actuellement faire face non seulement à l'opposition des grands propriétaires terriens qui refusent de vendre leurs terres, mais également aux arguments économiques avancés par les autorités locales intéressées au développement de la région. Parfois alliés dans leurs luttes, ces deux acteurs sont parvenus à limiter l'extension du nouveau village de Magugueka, dont la configuration actuelle ne permet

pas de développer les activités d'auto-subsistance nécessaires à la vie quotidienne des habitants. Ils continuent aujourd'hui de faire pression sur les villageois pour qu'aucune autre initiative de ce type ne soit prise. Certains habitants évoquent les menaces de « forces obscures » qui viennent rôder le soir autour du village afin de les intimider, ces mêmes forces qui ont terrorisé les populations jusqu'au début des années 2000 et qui ont été à l'origine des nombreuses exactions commises à l'encontre de la communauté.

Achévé en 2010, Magugueka est aujourd'hui « opérationnel ». Les premières familles ont commencé à habiter les maisons traditionnelles, un programme d'éducation biculturelle est en cours d'élaboration, le centre de santé fonctionne déjà. Toutefois, la pression des grands propriétaires voisins, les menaces permanentes de « forces obscures », le manque d'« *entendimiento* » avec les autorités politiques locales quant à l'importance d'élargir la zone du village destinée aux activités d'auto-subsistance, pèsent lourdement sur sa mise en fonctionnement, en même temps qu'elles compromettent l'espoir de renouveler une telle expérience avec la construction d'un autre village.

De plus, même si le programme de « ceinture environnementale et traditionnelle pour la Sierra Nevada de Santa

Marta » semble constituer une promesse sérieuse d'extension des réserves indigènes actuelles, la multiplication des projets de développement économique envisagés dans la région fait craindre une instrumentalisation des quatre communautés par le gouvernement central, qui souhaite mettre définitivement la SNSM sous contrôle, afin de permettre son ouverture au tourisme et à l'exploitation de ses ressources naturelles⁴. Dans cette nouvelle configuration de promotion économique-touristique de la région, la communauté kankuamo risque d'être à nouveau la moins bien placée pour négocier avec le gouvernement, son territoire ancestral prenant chaque jour un peu plus de valeur. Avec l'inscription récente du projet de barrage sur le fleuve Guatapurí dans le Plan national de développement du nouveau gouvernement, les prix de la terre risquent de s'envoler, et avec eux l'espoir des Kankuamo de récupérer un jour leur territoire traditionnel. ■

4. Comme en témoigne le projet de téléphérique vers le site archéologique, et désormais touristique, de Ciudad Perdida, dans le département de Magdalena, à l'ouest de la Sierra, ou celui de la construction d'un barrage hydraulique sur le territoire traditionnel des Indiens wiwa et kogi dans le département de la Guajira, au nord-est du massif.

Halte aux barrages destructeurs!

Amazonie

Fin février, trois représentants indiens d'Amazonie ont entamé une tournée européenne pour protester contre les barrages qui menacent de détruire les terres et la vie de milliers d'Indiens au Brésil et au Pérou. Ils étaient de passage à Paris les 25 et 26 février derniers. Survival les a accueillis et a organisé leur venue sur place.

Durant leur brève visite à Paris, les trois leaders ont tenu une conférence de presse à la Maison de l'Amérique latine au cours de laquelle ils ont dénoncé devant un large public les projets de barrages destructeurs qui affectent leurs régions respectives. Ils ont également rencontré au Sénat, Marie-Christine Blandin,

parole de la lutte contre le projet de barrage hydroélectrique Pakitzapango dont les impacts environnementaux et sociaux seront désastreux pour les communautés de la vallée de l'Ene.

Ce barrage, qui sera implanté au cœur même du territoire ashaninka, culminera à 165 mètres, inondera près de 100 000 hectares de forêt et affectera plus de 10 000 Indiens qui vivent dans la vallée de la rivière Ene. En l'espace de quelques années, leurs maisons, leurs jardins et leurs terres seront engloutis sous les eaux du barrage.

San Antônio et Jirau

Almir Narayamoga Surui, leader surui de la communauté du Sete Setembro, Etat du Rondônia au Brésil, lutte pour sa part contre les barrages de San Antônio et Jirau déjà en cours de construction sur la rivière Madeira, dans l'Etat du Rondônia, dont l'impact sur l'écosystème de la région



Sheyla Yakarepi Juruna et Marie-Christine Blandin au Sénat, le 25 février © Thomas Leaud/Survival

d'espèces de poissons migratoires dont dépendent les communautés indiennes, la propagation d'épidémies de malaria, l'érosion croissante des berges des rivières, la perte de l'accès à l'agriculture et aux ressources naturelles de la forêt. Plusieurs compagnies, dont GDF Suez, sont impliquées dans la construction du barrage de Jirau.

Belo Monte

Sheyla Yakarepi Juruna, leader de la communauté juruna de Boa Vista, dans la municipalité de Vitoria do Xingu, Etat de Para, au Brésil, lutte activement pour défendre la rivière Xingu où est prévue la construction du barrage de Belo Monte.

Le gouvernement brésilien projette de construire le troisième plus grand barrage hydroélectrique du monde sur le Xingu, l'un des principaux affluents de l'Amazonie. Il dévierait la quasi totalité des eaux du Xingu sur une partie de près de 100 km connue sous le nom de Volta Grande (grande courbe), privant les Indiens et les autres riverains de poissons, d'eau potable et de moyens de transport, essentiels à leurs modes de vie. La compagnie française Alstom est impliquée dans la construction du barrage.

La construction a débuté mi-mars, malgré la forte mobilisation des Indiens de la région du Xingu et le soutien de la part de l'opinion publique internationale.

Vous pouvez encore agir!

En vous rendant sur le site de Xingu Vivo Para Sempre : <http://xinguvivo.or.br>



Les Jumma du Bangladesh sont venus soutenir les Indiens d'Amazonie à la manifestation organisée par Survival à Paris, le 26 février © Thomas Leaud/Survival

sénatrice verte du Nord-Pas de Calais ainsi que des cadres de GDF-Suez et du consortium brésilien chargé de la construction du barrage de Jirau.

Pakitzapango

Ruth Buendía Mestoquiari, indienne ashaninka de la communauté de Cutivireni-Rio Ene au Pérou est la porte-

et sur les populations locales, particulièrement sur les Indiens isolés est dévastateur. Ces derniers sont très vulnérables aux maladies transmises par les étrangers qui affluent dans la région et contre lesquelles ils n'ont aucune résistance. Parmi les autres conséquences figurent la délocalisation définitive de familles et de communautés entières, l'extinction probable

Ethiopie

Une pétition comportant 15 758 signatures, dont 376 provenant d'organisations non gouvernementales, lancée et promue par les organisations Survival International, International Rivers, la Campagne pour la Réforme de la Banque mondiale, la Counter Balance Coalition et les Amis du Lac Turkana a été remise le 22 mars à l'ambassadeur d'Ethiopie à Londres.

Cette pétition appelle au gel immédiat du barrage Gilgel Gibe III en construction dans la vallée de l'Omo tant que les peuples riverains et les communautés vivant à proximité du lac Turkana n'auront pas donné à ce projet leur consentement libre, préalable et informé.

La construction du barrage Gibe III a démarré en 2006 sans que les peuples de la vallée inférieure de l'Omo, qui seront les plus touchés par le projet, n'aient été consultés, en violation de la Constitution éthiopienne (article 43) et des normes inscrites dans la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones.

Les peuples de la vallée de l'Omo dépendent des crues de la rivière pour l'agriculture en zones inondées et l'élevage de bétail, essentiels à leur survie.

La législation éthiopienne requiert qu'un projet, tel celui de Gibe III, soit approuvé par l'autorité de la protection environnementale avant que tout chantier ne commence. Malgré cela, la construction du barrage Gibe III a débuté deux ans avant qu'une telle autorisation n'ait été émise. De plus, cette autorisation a été accordée sans aucune évaluation préalable de l'impact social et environnemental du projet. Il n'est guère étonnant que la Banque européenne d'investissement et la Banque africaine de développement aient toutes deux décidé de se retirer du projet.

Des communiqués de presse émanant de médias éthiopiens indiquent que le Premier ministre Zenawi projette un gigantesque programme d'irrigation pour la vallée de l'Omo afin d'y installer 150 000 hectares de plantations de canne à sucre. Il ne fait aucun doute que la zone retenue pour ce projet inclura des territoires indigènes. Pourtant, à ce jour, aucun de ces peuples ne lui a donné son consentement, ni même n'a été informé de ses impacts potentiels sur leurs moyens de subsistance et leur avenir. La rivière Omo représentant la principale source d'eau



dans la région, il paraît évident que le barrage de Gibe III facilitera la mise en place du programme d'irrigation par le biais de la régulation du régime de la rivière. Non seulement le barrage détruira la crue annuelle dont dépend la survie des peuples de la vallée de l'Omo, mais il accélérera le transfert de leurs terres agricoles et pastorales aux mains d'investisseurs étrangers, sans leur consentement et en violation de la Constitution éthiopienne (articles 40 et 44).

Dans un pays où, selon les Nations-Unies, près de 10% de la population dépend de l'aide alimentaire, il n'est pas souhaitable qu'un gigantesque projet industriel plonge plus de 200 000 personnes, auto-suffisantes pour la plupart, dans une situation de dénuement et de dépendance.

Des rapports indiquent déjà que les conflits interethniques s'intensifient dans la région et le long de la frontière avec le Kenya, à proximité du lac Turkana. Cette tendance s'accroîtra si le barrage est construit et si le projet d'irrigation réduit plus encore les terres que les peuples riverains peuvent utiliser pour subvenir à leurs besoins.

Survival ne s'oppose pas aux barrages hydroélectriques. Pas plus qu'elle ne s'oppose aux projets de développement lorsqu'ils sont raisonnablement menés avec le consentement plein, libre et informé de ceux qu'ils touchent. Survival ne cherche pas non plus à ce que les peuples de la vallée de l'Omo restent 'sous-développés et arriérés ou deviennent des objets de musée pour touristes occidentaux', comme le sous-entend le Premier ministre Zenawi. Les peuples de la vallée de l'Omo ne sont pas arriérés, ils ont développé des techniques agricoles sophistiquées et parfaitement adaptées à leur environnement hostile. Cependant, en leur imposant des projets tels que celui du barrage de Gibe III et en les dépossédant de leurs terres, le gouvernement éthiopien leur ôte toute possibilité de perpétuer un mode de vie largement auto-suffisant et les condamne à des générations de désastre. C'est ce qui s'est passé pour un très grand nombre de peuples indigènes dans le monde entier.

A ce stade de construction du barrage, le gouvernement éthiopien nécessite 1,4 milliard de dollars pour l'achever. Malgré les graves impacts et les nombreuses violations, la Banque mondiale, le gouvernement italien et le gouvernement kenyan étudient toujours la possibilité de financer le barrage.

La pétition appelle le gouvernement éthiopien à agir de toute urgence pour garantir les droits des peuples de la vallée de l'Omo, particulièrement leur droit à déterminer leur propre avenir et à contrôler leur terres avant qu'il ne soit trop tard.

Lire la pétition en ligne :
www.stopgibe3.org

Menaces sur les Indiens isolés du Pérou

L'Amazonie péruvienne et brésilienne abrite encore aujourd'hui de nombreux peuples isolés, la plupart étant les survivants (ou leurs descendants) de massacres perpétrés par le passé par les colons et autres étrangers, notamment les exploitants du caoutchouc, qui asservissaient et massacraient 'leur' main d'œuvre indienne. En isolement volontaire, vivant en autarcie quasi complète et extrêmement vulnérables à tout contact avec le monde extérieur, leurs terres sont aujourd'hui convoitées pour leur riche potentiel en ressources naturelles.



Un homme dans son jardin observe l'avion de la Funai © Gleison Miranda/Funai/Survival

Risque de conflit interethnique

À l'est du Pérou, à la frontière du Brésil, plusieurs groupes d'Indiens isolés sont menacés par l'exploitation forestière illégale qui les force à fuir vers le pays voisin. Outre le risque de contact avec les bûcherons illégaux qui peut leur être fatal, la rencontre entre les Indiens en fuite et ceux vivant du côté brésilien de la frontière risque d'entraîner des conflits interethniques. Survival fait pression depuis plusieurs années sur le gouvernement péruvien pour endiguer cette invasion mais peu de mesures ont été prises.

WikiLeaks

Il y a peu de temps, un câble diplomatique de l'ambassade des États-Unis révélé par WikiLeaks indiquait que le gouvernement péruvien avait secrètement admis que 70 à 90% de ses mahogany (sorte d'acajou) exportés avaient été illégalement abattus. Selon le télégramme qui insiste sur le rôle décisif du pays dans le marché forestier illégal, les États-Unis

ont importé 88% des essences dures péruviennes destinées à l'exportation en 2005. La majeure partie de l'exploitation du mahogany en danger reste aujourd'hui destinée au marché nord-américain.

Nouvelles images

Fin janvier, de nouvelles photos ainsi qu'une vidéo diffusées par Survival montraient des Indiens isolés avec une précision sans précédent¹. Les photos ont été prises par une équipe de la Funai, le département des affaires indigènes du gouvernement brésilien, qui a autorisé Survival à les diffuser dans le cadre de sa campagne en faveur des Indiens isolés. Elles montrent une communauté d'Indiens prospères et en parfaite santé, leurs paniers remplis de racines de manioc et de papayes fraîchement récoltées dans leurs jardins.

Quant à la vidéo, réalisée par la chaîne britannique BBC1 en collaboration avec le

gouvernement brésilien, elle montre pour la première fois en images filmées les Indiens isolés du côté brésilien et rapporte le témoignage de José Mereilles, chargé de démarquer, au sein de la Funai, les terres qui abritent des Indiens isolés. La vidéo a été tournée à plus d'un kilomètre de distance pour les perturber le moins possible.

« Je suis persuadé que ce film est le seul moyen de convaincre l'opinion internationale qu'ils existent réellement. Si les bûcherons ou les mineurs illégaux entrent en contact avec ces Indiens, ils ne les filmeront pas... ils les abattront... » a déclaré le fonctionnaire de la Funai. En effet, sans aucune preuve de leur existence, le monde extérieur ne soutiendra pas leur cause... une seule image d'eux a plus d'impact qu'une multitude de rapports.

¹. Voir les photos et la vidéo sur : www.uncontactedtribes.org/photosbrazil et www.uncontactedtribes.org/videobrazil



Les Indiens, recouverts de peintures corporelles, observent l'avion du gouvernement brésilien © Gleison Miranda/Funai/Survival

L'or rouge

Une partie des dernières réserves de mahogany commercialisable de la planète se trouve dans les forêts tropicales péruviennes, ce qui a déclenché une véritable 'ruée vers l'or rouge' sur les dernières d'entre elles qui se rencontrent précisément dans les régions habitées par des Indiens isolés.

Les bûcherons constituent une grave menace pour les Indiens isolés qui risquent d'être décimés par les maladies du monde extérieur ou par des conflits avec d'autres Indiens isolés qui acceptent difficilement de se voir envahir, même par d'autres Indiens. En 1996, des bûcherons clandestins avaient forcé le contact avec les Indiens murunahua. Au cours des années qui suivirent, plus de la moitié d'entre eux moururent des maladies que leur avaient transmises les bûcherons.

Survival a exhorté le gouvernement péruvien à prendre toutes les mesures

nécessaires pour assurer la protection efficace du territoire des Indiens isolés menacés par l'exploitation forestière illégale.

Vous aussi vous pouvez les aider !

Écrivez au gouvernement péruvien en vous inspirant du modèle ci-contre.

Pourquoi agir?

La couverture médiatique mondiale de cet événement a déjà poussé les autorités péruviennes à l'action : elles ont récemment annoncé leur prochaine coopération avec la Funai pour protéger la zone de manière plus efficace et faire ainsi cesser l'exploitation forestière illégale. Cette mesure prise par le gouvernement péruvien est le résultat d'une campagne d'envergure de Survival qui a reçu le soutien de plusieurs dizaines de milliers de ses sympathisants.

Grâce à vous, nous pouvons continuer à défendre les droits des Indiens isolés.

S.E. Alan García
Presidente de la Republica del Peru
Palacio del Gobierno
Plaza de Armas
Lima 1, Pérou

Monsieur le Président,

Je suis extrêmement préoccupé(e) par la situation des Indiens isolés du Pérou. Très vulnérables à toute forme de contact en raison de leur faible immunité contre les maladies allogènes, ils ont clairement manifesté leur volonté de rester isolés. Leurs droits de vivre sur leurs terres et de rester isolés sont reconnus par la législation internationale.

J'exhorte le gouvernement péruvien à protéger les Indiens isolés en expulsant tous les bûcherons qui se trouvent sur leur territoire, en fermant son accès à toute personne étrangère et en y interdisant l'exploitation des ressources naturelles.

Dans cet espoir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Oui, je soutiens Survival

Nom

Prénom

Adresse

Code

Ville

Pays

Avec un don de:
 25 € 50 € 100 € 200 € autre

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)
 Membre actif 50 €
 Membre actif avec Ethnies 83 €
 Membre bienfaiteur 120 €
 Etudiants, chômeurs 23 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival
 Abonnement annuel (4 n°) 15 €
 Abonnement de soutien 25 €
Port étranger/avion, ajouter 7 €

Total €

Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Je choisis le prélèvement automatique, envoyez-moi le formulaire

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à :
Survival 18 rue Ernest et Henri Rousselle, 75013 Paris



Ciné-débat Survival

Le cycle de ciné-débat de Survival qui a repris depuis février en partenariat avec le cinéma d'art et d'essai **La Clef** connaît un vif succès. Tous les premiers mardis du mois, nous proposons à un public de plus en plus nombreux des œuvres de fiction ou documentaires, historiques ou contemporaines, en présence de leurs réalisateurs ou de spécialistes.

Au programme du premier semestre :

- | | |
|--|--|
| ■ Mardi 1er février
Des hommes qu'on appelle sauvages de Alain Gheerbrant | ■ Mardi 3 mai
Contact. Le jour où l'homme blanc est venu de Martin Butter et Bentley Dean |
| ■ Mardi 1er mars
Corumbiara de Vincent Carelli | ■ Mardi 21 juin Spécial fête de la musique
In the Land of War Canoes de Edward S. Curtis |
| ■ Mardi 5 avril
Tinpis Run de Pengau Nengo | |

Cinéma La Clef 34 rue Daubenton
75005 PARIS (M° Censier-Daubenton) Prix d'entrée : 7€, tarif réduit : 5,50€ Carte 3 films de ce cycle : 15€

Retrouvez la programmation complète des ciné-débats sur notre site internet : www.survivalfrance.org/agir/agenda

Livres et revues

Recherches amérindiennes au Québec, n° 3, 2009, 'Les Malécites à l'aube du XXI^e siècle', Montréal, 20 \$ canadiens.

L'art céramique des Kali'na, Marie Chantal de Tricornot, 157 p., photos, Ed. Vents d'ailleurs, 2007, 45 €. Ouvrage magnifiquement illustré sur un art qui allie avec bonheur tradition et modernité chez les Kali'na de Guyane française.

Droit des minorités : normes internationales et indications pour leur mise en œuvre, Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations-Unies, New York, Genève, 2010.

Indigenous Affairs, n°1-2/2010, 'Development and Customary Law', IWGIA, Copenhague.

Hommes et Libertés, n°152, oct.-déc. 2010, 'Territoires, identités, démocratie', Ligue des droits de l'homme, 7 €.

Revista de Antropologia, vol. 52, n°1, janv.-juin 2009; n°2, juil.-déc. 2009, Université de São Paulo, Brésil.

Down to Earth, n°87, déc. 2010, 'Abuse of workers' human rights at oil palm plantations', International Campaign for Ecological Justice in Indonesia, Cumbria, Royaume-Uni.

Développement et civilisations, n°389, déc. 2010, 'Rêver à un autre Brésil, à un autre monde', Centre Lebrecht-Irfed, Paris.

Update, n° 92-93, juil.-nov. 2010, 'L'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme', Docip, Genève.

La Baleine, n° 163, oct 2010, '40 ans de luttes écologiques!', Les Amis de la Terre, 3,20 €.

Solidarité Guatemala, n° 192, nov.-janv. 2011, 'Numéro spécial : tournée de militantes guatémaltèques', Collectif Guatemala.

Défis Sud, n° 98, déc.-janv. 2011, 'L'avenir de l'élevage africain', SOS Faim, Bruxelles.

Courrier de la Planète, n° 93, janv.-mars 2011, 'Entre savoirs et gouvernance', 10 €

Vers un développement solidaire, n° 213, janv. 2011, 'Accords de commerce : les droits humains ne sont pas négociables', Déclaration de Berne, Lausanne, Suisse.

Images de la culture, n° 25, déc. 2010, 'Une saison russe', Centre national du cinéma.